

CONSOMMATION DE STUPÉFIANTS

Une Ong veut allier la loi à l'assistance

En lançant la campagne « support, don't punish » mercredi dernier à Douala, l'association Pep sans frontière, opte pour l'assistance à l'endroit de personnes responsables d'infractions, sous l'emprise de stupéfiants.

Au Cameroun, cela n'est un secret pour personne : la plupart des délinquants et brigands agit sous l'emprise de stupéfiants. Une fois interpellés, plusieurs d'entre eux après avoir purgé des peines privatives de liberté, retombent immédiatement dans la consommation de ces substances nocives. Partant de ce constat, l'association Pep sans frontière, a lancé mercredi dernier à Douala, la campagne « support, don't punish ». « Au Cameroun, lorsqu'on vous interpelle avec de la drogue, on vous juge, on vous condamne, et on vous jette en prison. Nous souhaitons que cela change. Du moins, que l'Etat améliore, en mettant à côté de la loi, un programme d'accompagnement pour prendre en charge ceux là qui sont dépendants de la drogue », propose le directeur exécutif de l'association.

« Derrière un drogué, il y a une histoire. Derrière un drogué, il y a une cause. Nous



souhaitons que le drogué soit reconnu comme un malade, et qu'il soit assisté », ajoute Daniel Van Bisseng. Doit-on pour autant décharger les toxicomanes de leurs infractions ? Non, répond Stéphanie Wamba, du Réseau international des jeunes leaders francophones (Rijlf). Pour elle, « il faut orienter la loi dans le sens des personnes dépendantes ». Parce que dit-elle, en incarcérant ces derniers, on n'assure pas toujours le suivi psychologique dont ils ont besoin. Elle propose

pour cela, une admission de ceux-ci dans des centres spécialisés, mieux adaptés à leur situation.

« Il y a un problème de conception des problématiques sociales. Beaucoup de personnes conçoivent la loi uniquement dans le sens de la punition », se désole Eric Zogo. « La position actuelle de l'Etat qui consiste essentiellement à réprimer, n'est pas une solution. Certes la loi doit jouer son rôle, mais il faut aussi aider ces jeunes qui ne sont pas seulement des bourreaux,

mais aussi des victimes », explique le sociologue. « Les résultats actuels sont catastrophiques : de plus en plus de jeunes se droguent dans les lycées, dans les rues. Cela prouve qu'il faut améliorer les choses », conclut le fonctionnaire en service à la délégation régionale de la Santé du Littoral.

« C'est régulièrement un événement de la vie qui nous amène à nous droguer », affirme le psychologue Armand Ekwa. Pour l'addictologue en service à l'hôpital de la Garnison militaire de Douala, si un dépendant commet une infraction sous l'effet de la drogue, et qu'après sa peine de prison, il demeure dépendant, cela signifie que la prison ne vaut pas la peine. Selon lui, « Il y a des personnes (mais elles sont rares) qui ont assez de motivation pour arrêter seule. Mais pour le reste, il faut une prise en charge adaptée ». Ainsi, « le premier pas dans la prise en charge, c'est que la personne reconnaisse qu'elle a un problème ». « Il faut amener la personne à prendre conscience qu'elle a un problème avec la drogue, l'alcool, la cigarette », ajoute le clinicien.

Mais, dans un pays où les conditions de détention se détériorent au fil du temps, difficile de dire si une telle initiative pourra être mise en application par l'Etat, avant un bon bout de temps.

Le Prince FOGUE